

Loi constitutionnelle

(10327)

modifiant la Constitution de la République et canton de Genève (A 2 00)
(Adaptation au code de procédure pénale suisse)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Modifications

La constitution de la République et canton de Genève, du 24 mai 1847, est
modifiée comme suit :

Art. 7 (nouvelle teneur)

La confiscation générale des biens ne peut être établie.

Chapitres I à IX du titre III (abrogés)

Art. 12 (nouvelle teneur)

Nul ne peut être privé de sa liberté, si ce n'est aux conditions prévues par la
loi.

Art. 14 à 37 (abrogés)

Art. 131, al. 1 et 2 (nouvelle teneur)

¹ La loi établit des tribunaux permanents pour juger toutes les causes civiles,
pénales et administratives.

² Elle en régit le nombre, l'organisation et la compétence, dans la mesure où
le droit fédéral n'impose pas de règles à ces égards.

Art. 133 (nouvelle teneur)

¹ Les fonctions de juge, de procureur général ou d'autre magistrat du
ministère public, exercées à charge pleine, sont incompatibles avec toute
autre activité lucrative.

² La loi peut prévoir des exceptions.

Art. 134 (abrogé)

Chapitre II du titre IX (abrogé, le chapitre III devenant II)

Art. 136 (abrogé)

Art. 137 (abrogé)

Art. 2 Entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.